

June 92 #853

1st Session, 52nd Legislature
New Brunswick
41 Elizabeth II, 1992

54

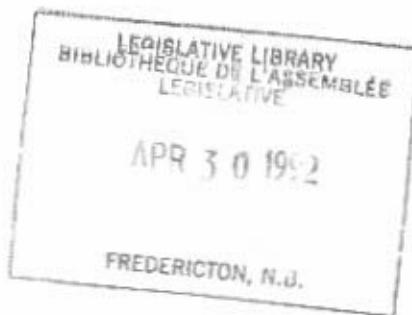
1^{re} session, 52^e législature
Nouveau-Brunswick
41 Elizabeth II, 1992

BILL

PROJET DE LOI

AN ACT TO AMEND THE
FAMILY SERVICES ACT

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES
SERVICES À LA FAMILLE



HON. RUSSELL H.T. KING

L'HON. RUSSELL H.T. KING

EXPLANATORY NOTES

Section 1

(a) This amendment authorizes the court to issue a warrant for the removal from the premises where a neglected, abused and mentally incompetent person resides of a person whom the court considers to be a source of danger.

(b) This amendment authorizes the court to direct a person who is a source of danger to the person who is the subject of the application to take one or more actions.

(c) This amendment authorizes the court to make an order authorizing the Minister to give consent to surgical treatment on behalf of a neglected, abused and mentally incompetent adult.

Section 2

This amendment provides that where a custody order expires before the court disposes of an application for an extension of the order, the custody order remains in effect and the custody, care and control of a child remains with the Minister pending the disposition of the application.

Section 3

Subsection 56(5) of the *Family Services Act* is as follows:

56(5) Notwithstanding subsection (4), on the application of the Minister, the court may extend a guardianship order until the child reaches the age of twenty-one years where

(a) the child is enrolled in an educational program,

(b) the court determines that the child requires continued protection because of a physical, mental or social disability, or

(c) the court is satisfied that another appropriate reason exists.

Section 4

Commencement provision.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1

a) Cette modification autorise la cour à délivrer un mandat pour faire sortir du lieu où réside une personne négligée, maltraitée ou si cette personne est un incapable mental la personne que la cour considère comme étant une menace.

b) Cette modification autorise la cour à ordonner à une personne qui constitue une menace pour la personne qui fait l'objet de la demande de prendre une ou plusieurs mesures.

c) Cette modification autorise la cour à rendre une ordonnance autorisant le Ministre à donner son consentement à un traitement chirurgical au nom de tout adulte négligé, maltraité ou incapable mental.

Article 2

Cette modification prévoit que lorsque l'ordonnance de garde expire avant que la cour n'ait statué sur la demande de prorogation de l'ordonnance la garde, la charge et la direction de l'enfant continuent de relever du Ministre en attendant que la cour ne statue sur la demande.

Article 3

Le paragraphe 56(5) de la *Loi sur les services à la famille* se lit présentement comme suit:

56(5) Par dérogation au paragraphe (4), la cour peut, à la demande du Ministre, proroger une ordonnance de tutelle jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de vingt et un ans lorsque

a) l'enfant est inscrit à un programme d'études,

b) la cour décide que l'enfant a encore besoin d'être protégé en raison d'un handicap physique, mental ou social, ou

c) la cour est convaincue qu'il existe une autre bonne raison.

Article 4

Entrée en vigueur.

**An Act to Amend the
Family Services Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 Subsection 39(1) of the Family Services Act, chapter F-2.2 of the Acts of New Brunswick, 1980, formerly known as the Child and Family Services and Family Relations Act, chapter C-2.1 of the Acts of New Brunswick, 1980, is amended

(a) by adding after paragraph (b) the following:

(b.1) issue a warrant for the removal from the premises in which the person who is the subject of the application resides of the person who, in the opinion of the court, is a source of danger to the person who is the subject of the application;

(b) by repealing paragraph (c) and substituting the following:

(c) make a protective intervention order directed to any other person who, in the opinion of the court, is a source of danger to the person who is the subject of the application, requiring that other person to do one or more of the following:

**Loi modifiant la
Loi sur les services à la famille**

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

1 Le paragraphe 39(1) de la Loi sur les services à la famille, chapitre F-2.2 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, auparavant intitulé Loi sur les services à l'enfant et à la famille et sur les relations familiales, chapitre C-2.1 des Lois du Nouveau-Brunswick de 1980, est modifié

a) par l'adjonction après l'alinéa b) de ce qui suit:

b.1) délivrer un mandat pour faire sortir du lieu où réside la personne qui fait l'objet de la demande la personne qui, de l'opinion de la cour constitue, une menace pour la personne qui fait l'objet de la demande;

b) par l'abrogation de l'alinéa c) et son remplacement par ce qui suit:

c) rendre une ordonnance d'intervention protectrice prescrivant à toute personne qui, de l'opinion de la cour, constitue une menace pour la personne qui fait l'objet de la demande, l'une ou plusieurs des choses suivantes:

(i) to cease to reside in the same premises in which the person who is the subject of the application is to reside, whether or not that other person has an interest in those premises;

(ii) to refrain from any contact or association with the person who is the subject of the application;

(iii) to pay such support as the court may establish in accordance with Part VII;

(c) in paragraph (d) by striking out "medical" and substituting "medical, surgical".

2 *Section 55 of the Act is amended by adding after subsection (2) the following:*

55(2.1) Where, before the expiration of a custody order, the Minister applies under subsection 60(2) to have the custody order extended but the Court does not dispose of the application before the expiration of the custody order, the custody order remains in effect and the custody, care and control of the child remains with the Minister pending the disposition of the application.

3 *Subsection 56(5) of the Act is repealed.*

4 *Paragraph I(a) of this Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.*

(i) de ne plus résider dans les mêmes locaux où la personne qui fait l'objet de la demande devra résider, que la personne fautive ait ou non des intérêts dans ces locaux;

(ii) de s'abstenir de tout contact avec la personne qui fait l'objet de la demande ou de la fréquenter;

(iii) de verser les prestations de soutien que la cour peut établir conformément à la Partie VII;

c) à l'alinéa d), par la suppression du mot «médical» et son remplacement par les mots «médical, chirurgical».

2 *L'article 55 de la Loi est modifié par l'adjonction après le paragraphe (2) de ce qui suit:*

55(2.1) Lorsque, avant l'expiration de l'ordonnance de garde, le Ministre fait une demande en vertu du paragraphe 60(2) pour obtenir la prolongation de cette ordonnance de garde mais que la cour ne statue pas sur la demande avant que l'ordonnance de garde soit expirée, l'ordonnance de garde demeure en vigueur et la garde, la charge et la direction de l'enfant continuent de relever du Ministre en attendant que la cour ne statue sur la demande.

3 *Le paragraphe 56(5) de la Loi est abrogé.*

4 *L'alinéa Ia) de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.*